

[Text]

In preparing for the future, we must recognize and build upon our strengths. We have shaped the world's seventh largest industrial economy and its second highest standard of living. We have achieved great things within a federal system, designed nearly 125 years ago to respond to what seemed, at that time, overwhelming political and economic problems. Does that sound familiar, Mr. Chairman?

I believe the Canadian federal system has offered the single best system with the greatest possible flexibility for attaining our regional and individual goals. We will not, as a society, achieve sustainable development as a top-down, government-driven exercise. Sustainable development must be something we all live and breathe. These attitudes must pervade our decision-making. We must share responsibility for our environment.

• 1550

I believe Canada has already shown how a federal state can achieve such co-ordination. I sincerely believe, Mr. Chairman—and this goes beyond the life of this government—that we can be proud of the close working relationship that has developed between the federal and provincial governments on environmental issues. We are working closely with our provincial counterparts to clean up contaminated sites, reduce acid rain and manage our ways.

May I point out, Mr. Chairman, for yourself and for the benefit of members of this committee, that the relationship and the co-operation I have just referred to not only goes beyond the life of this government, it also goes beyond partisan lines, because what we are talking about here is relationships and governments working together, governments of different political partisan stripes. That is what I am referring to.

In fact, this co-operation I am talking about has had 400 multilateral and bilateral federal-provincial agreements as a result, a good indication also of the amount of activity in this area.

Par ailleurs, les ministres fédéral et provinciaux de l'Environnement ont noué des liens fructueux au sein du Conseil canadien des ministres de l'Environnement, mieux connu sous son acronyme CCME, puisqu'on est à Ottawa, la ville où l'on utilise les acronymes. Par le truchement du CCME, nous établissons des normes nationales en vue d'harmoniser les exigences réglementaires imposées à l'industrie et d'aider le Canada à mieux honorer ses obligations internationales en matière d'environnement.

Comme le soulignait mon prédécesseur devant ce Comité, l'honorable Tom McMillan, les mécanismes extraconstitutionnels tels que le CCME et les ententes bilatérales et multilatérales ont contribué à l'élaboration

[Translation]

Pour préparer l'avenir, nous devons reconnaître nos points forts et les valoriser. Nous avons bâti la septième économie industrielle du monde et nous sommes deuxième quant au niveau de vie. Nous avons accompli de grandes choses à l'intérieur d'un système fédéral conçu il y a près de 125 ans pour résoudre des problèmes politiques et économiques qui semblaient, à l'époque, insurmontables. N'est-ce pas exact, monsieur le président?

Je crois que le régime fédéral canadien a fourni le meilleur cadre—le cadre le plus flexible—pour atteindre nos objectifs régionaux et individuels. Ce ne sera pas un processus dicté par les gouvernements qui nous permettra de parvenir au développement durable comme société—ou comme espèce. Le développement durable doit faire partie intégrante de notre vie quotidienne à tous. Ses principes doivent présider à toutes nos décisions. Nous devons être solidaires de notre environnement.

À mon avis, le Canada a déjà démontré comment un État fédéral pouvait concrétiser une telle concertation. Je crois sincèrement, monsieur le président—et c'est là une réalité appelée à durer au-delà du mandat de l'actuel gouvernement—que nous devons tous être fiers de l'étroite relation qu'ont établie le gouvernement fédéral et les provinces en matière d'environnement. Nous travaillons en étroite coopération avec nos homologues provinciaux pour assainir les terrains contaminés, combattre les pluies acides et éliminer nos déchets.

Monsieur le président, je tiens à ce que vous-même et les membres du comité compreniez bien que les rapports de collaboration que je viens de mentionner sont appelés à durer au-delà du mandat actuel du présent gouvernement: non seulement cela, c'est une coopération qui fait abstraction de tout sectarisme politique parce que l'enjeu ici c'est la collaboration intergouvernementale, et il s'agit là de gouvernements d'allégeances politiques différentes. C'est de cela qu'il s'agit.

En fait, Environnement Canada participe à plus de 400 ententes conclues entre le gouvernement fédéral et une ou plusieurs provinces, ce qui révèle une collaboration très énergique dans ce domaine.

Federal and provincial environment ministers have also worked successfully through the Canadian Council of Ministers of the Environment, better known as CCME, since we are in Ottawa, a town where acronyms flourish. Through the CCME, we are developing national standards that will provide a level playing field of regulatory requirements for industry and to help fulfil our international environmental obligations.

As my predecessor, the Honourable Tom McMillan, noted in his presentation to this Committee, extra-Constitutional mechanisms, including the CCME and bilateral and multilateral agreements, have been instrumental